

**Séminaire
Vies Collectives**

*organisé grâce aux parrains
de l'École de Paris :*

Air France
Algoé²
Alstom
ANRT
ArcelorMittal
Areva²
Cabinet Regimbeau¹
Caisse des Dépôts et Consignations
CEA
Chaire "management de l'innovation"
de l'École polytechnique
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris
CNRS
Conseil Supérieur de l'Ordre
des Experts Comptables
Danone
Deloitte
École des mines de Paris
EDF
Entreprise & Personnel
ESCP-EAP
Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme
France Télécom
FVA Management
Roger Godino
Groupe ESSEC
HRA Pharma
IDRH
IdVectoR¹
La Poste
Lafarge
Ministère de l'Industrie,
direction générale des Entreprises
PSA Peugeot Citroën
Reims Management School
Renault
Saint-Gobain
Schneider Electric Industrie
SNCF¹
Thales
Total
Ylios

¹ pour le séminaire
Ressources Technologiques et Innovation
² pour le séminaire Vie des Affaires

(liste au 1^{er} avril 2008)

**AINA
ONG POUR LA CULTURE ET LA LIBERTÉ
EN AFGHANISTAN**

par

REZA

Photographe, fondateur d'Aïna

Séance du 13 décembre 2007

Compte rendu rédigé par Élisabeth Bourguinat

En bref

Reza, photoreporter international pour le magazine *National Geographic* dont les images ont été exposées sur les grilles du Jardin du Luxembourg à Paris et dans le monde entier, s'est spécialisé dans les reportages sur les guerres et leurs cortèges de désolation. Il en a tiré la conclusion que la principale destruction n'est pas visible : elle touche l'âme, l'identité et la culture des victimes, et engendre continuellement de nouvelles guerres. À côté de l'action humanitaire qui consiste à reconstruire les équipements matériels, maisons, écoles ou hôpitaux, il lui paraissait indispensable de reconstruire également la culture locale et de lui donner les moyens de s'exprimer afin de créer une société civile susceptible de résister à de nouvelles violences. C'est ainsi qu'il a fondé Aïna, ONG d'un genre nouveau qu'il a expérimentée d'abord en Afghanistan et veut maintenant développer à l'international. En quelques années, l'association a créé huit publications, dont des magazines pour les enfants et pour les femmes, une radio entièrement faite par des femmes, un cinéma itinérant, et formé plusieurs centaines de journalistes désormais familiarisés avec les outils de communication les plus modernes.

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse
des comptes rendus ; les idées restent de la seule responsabilité de leurs auteurs.
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

EXPOSÉ de REZA

Je suis iranien et architecte de profession, mais je me suis passionné pour la photographie dès l'âge de 14 ans, et à 16 ans, j'ai décidé de créer mon premier magazine au lycée. Je suis allé sur le marché aux poissons de Téhéran et j'ai photographié une vieille femme qui vendait trois poissons pourris. Elle m'a demandé pourquoi je la photographiais ; je lui ai répondu que j'aimerais comprendre quelle était sa vie. Elle m'a dit de m'asseoir à côté d'elle, et ce qu'elle m'a expliqué a bouleversé la vision que j'avais de mon pays.

Elle était très pauvre et avait la charge de plusieurs petits enfants. Tous les matins, elle allait chercher des poissons dont les pêcheurs ne voulaient pas parce qu'ils étaient abîmés et elle venait les vendre au marché. Elle m'a désigné un policier : « *Je dois lui donner la moitié de tout l'argent que je gagne, sans quoi il ne me laisserait pas m'installer ici.* » Ce policier est devenu pour moi l'image du diable. Jusqu'alors, j'ignorais tout de la corruption et de l'injustice sociale. Sous l'influence de l'éducation que je recevais à l'école, j'étais admiratif de mon pays et de l'action du Chah. À cette époque, toute la presse était contrôlée par le pouvoir et les gens ne savaient rien de ce qui se passait dans le pays.

Première expérience de journalisme

J'occupais une responsabilité à la bibliothèque de mon lycée et j'avais accès à la machine à ronéotyper. J'ai tiré une cinquantaine d'exemplaires de mon journal, que j'avais appelé *Parvaz*, c'est-à-dire *L'Envol*. Deux jours après, on est venu me chercher à l'école et on m'a emmené dans une grande voiture chez le directeur de la Savak, la redoutable police secrète. Le directeur, siégeant dans son magnifique bureau, m'a demandé d'un ton aimable : « *C'est toi qui as fait ce journal ? – Oui, Monsieur. Il vous a plu ? – Beaucoup. Tu l'as fait tout seul ? – Oui, Monsieur. – Tes professeurs ne t'ont pas aidé ? Ou alors tes parents, peut-être ? – Non, Monsieur, je l'ai fait tout seul !* » J'étais très fier, et flatté de ses compliments. Mais tout d'un coup, il vient vers moi et se met à m'insulter et à me frapper à la tête avec des exemplaires de mon journal. Je ne comprenais rien à ce qui se passait. Je me disais simplement : « *Heureusement que j'ai écrit un journal et pas un livre, cela m'aurait fait encore plus mal.* »

Après m'avoir copieusement frappé, le directeur m'a averti : « *Compte tenu de ton âge, je te laisse repartir, mais ne touche plus jamais au journalisme !* » Je suis rentré chez moi très perturbé. Mes parents m'interrogeaient mais j'avais peur de leur avouer ce que j'avais fait. J'ai fini par me confier à mon père, dont l'attitude a été déterminante pour la suite de ma vie. Après avoir jeté un coup d'œil autour de lui, il s'est penché vers moi et m'a demandé : « *Mon fils, tu crois à ce que tu as écrit ?* » J'ai répondu par l'affirmative. « *Alors, si tu y crois, continue. Mais essaie de ne pas te faire prendre trop vite.* » S'il m'avait incité à abandonner cette voie, je serais sans doute devenu quelqu'un de très différent.

Photographier la pauvreté

Je me suis demandé comment continuer sans me faire prendre. On m'avait retiré ma responsabilité à la bibliothèque du lycée et je ne pouvais plus utiliser la machine à ronéotyper. J'ai décidé de continuer tout de même à photographier la vie des gens pauvres.

J'avais installé un petit laboratoire chez moi, et je tirais les photos la nuit, avec mon argent de poche ou avec l'argent que je gagnais en réalisant des portraits pour les étudiants. Pendant la nuit, j'allais coller mes photos sur les murs de l'université avec des légendes du type « *À 500 mètres d'ici, dans tel quartier, des gens meurent de faim* ». J'ai réussi à poursuivre cette activité pendant plusieurs années. J'avais entrepris des études d'architecture et je commençais à gagner un peu d'argent, ce qui me permettait d'afficher encore plus de photos. Celles-ci ont commencé à faire parler d'elles et j'ai fini par être arrêté, à l'âge de 22 ans.

En prison

Les cinq premiers mois ont été un cauchemar. J'avais été envoyé dans la prison du Chah et j'étais constamment torturé pour essayer de me faire dire avec qui j'avais pris ces photos, quel réseau étranger m'avait financé, etc. Je me contentais de répéter que j'avais travaillé seul. Au bout de cinq mois, j'avais perdu 15 kilos et j'étais couvert de blessures. J'ai alors été envoyé dans une prison réservée aux prisonniers politiques : le pouvoir évitait soigneusement de les mêler avec les prisonniers de droit commun, de peur qu'ils fassent des émules.

Cette prison comptait plusieurs milliers de personnes. D'un seul coup, j'étais à même de rencontrer les plus grands écrivains iraniens, les plus grands cinéastes, les plus grands poètes, les plus grands professeurs... Ils étaient tous là et nous passions toutes nos journées ensemble. On nous enfermait à 6 dans des cellules qui auraient à peine pu convenir pour une personne, mais pour moi, c'était comme une véritable université.

Certains prisonniers connaissaient des livres par cœur. On pouvait s'inscrire sur leur liste pour s'en faire réciter chaque jour un chapitre. Par la suite, j'ai retrouvé cette pratique dans le film de Truffaut tiré du roman de Ray Bradbury, *Fahrenheit 451*. Quelques rares livres circulaient également dans la prison. Il fallait s'inscrire et attendre plusieurs mois pour y accéder. Dans un coin, j'ai vu un livre qui n'intéressait personne : c'était un manuel d'apprentissage du français, entièrement rédigé dans cette langue. Je m'y suis attelé courageusement, mais au bout de quelques jours, je ne comprenais toujours rien. On m'a alors fait passer un livre venu d'une autre cellule et également délaissé : un petit Larousse de 1900, qui indiquait la phonétique des mots, ce qui m'a permis d'améliorer ma prononciation. Une dizaine de jours plus tard, un nouveau lot de prisonniers arrive. L'un d'entre eux me dit : « *Toute mon enfance, j'ai eu envie d'apprendre le français. Il paraît que tu le parles ?* » Et j'ai commencé à donner des cours de français. Au bout de trois mois, j'avais 32 élèves. Je ne savais pas vraiment si ce que je leur enseignais était du français ou non... Quelque temps plus tard, est arrivé un prisonnier qui parlait vraiment français : c'était un traducteur. En Iran, à cette époque, l'*intelligentsia* francophone était généralement du côté du Chah.

Photographe de guerre

Je suis resté trois ans en prison. Après la révolution, j'ai repris mon métier d'architecte, mais j'étais toujours passionné de photo. À l'occasion de manifestations de rue, j'ai pris trois jours de congés pour aller photographier ce qui se passait, et je ne suis plus jamais retourné dans mon cabinet d'architecte. C'était en 1979.

Dans les rues de Téhéran, j'ai rencontré des journalistes étrangers qui se sont intéressés à mon travail. Mes photos ont été publiées dans *Paris-Match*, *Stern*, *Newsweek*. Très vite, j'ai reçu une offre de l'agence Sipa Press à Paris, et une autre de *Newsweek*, pour devenir leur correspondant. J'ai couvert la prise des otages américains, la guerre au Kurdistan, les différents événements qui se sont produits en Iran après la révolution.

Mais peu à peu, je me suis senti menacé par le nouveau régime. Mes méthodes déplaisaient aux nouveaux dirigeants comme aux précédents. C'est à cette époque que j'ai commencé à signer mes photos Reza, prénom très commun en Iran, un peu comme Jean-Paul en France. Cela m'a aidé à publier mes photos sans que les gens sachent qui j'étais.

Mon reportage sur les Kurdes a particulièrement déplu. J'avais été blessé par un éclat d'obus sur le front Iran-Irak et j'ai obtenu une autorisation pour venir me faire opérer à Paris, ce qui m'a évité un nouveau séjour en prison car, quelques jours plus tard, la police a encerclé ma maison pour m'arrêter. J'ai alors décidé de rester en France.

J'ai couvert la guerre du Liban en 1982, au moment de la première grande attaque israélienne contre Beyrouth, et à partir de cette date, je me suis spécialisé dans le reportage de guerre, à la fois en Afrique et en Asie.

Rencontre avec l'Afghanistan

C'est à ce moment que j'ai commencé à me rendre fréquemment en Afghanistan. La culture de ce pays m'intéressait, ainsi que cette rencontre inouïe entre la plus grande armée du monde, l'armée soviétique, et les petits paysans afghans qui parvenaient malgré tout à lui résister. J'ai effectué mon premier reportage en 1983. Il fallait marcher pendant des jours et des jours à travers les montagnes. On ne pouvait pas parcourir plus de 50 km en une semaine.

En 1985, j'ai rencontré un jeune ingénieur civil qui avait réuni un petit groupe de résistants dans la vallée du Panshir. C'était Ahmed Chah Massoud. Nous avions le même âge, nous parlions la même langue, nous aimions les mêmes poètes, et nous adorions tous deux jouer aux échecs. J'ai été très proche de lui pendant 17 ans. Grâce à son action, les Russes ont fini par quitter l'Afghanistan, et l'onde de choc de cet échec a fini par faire tomber le mur de Berlin.

Le professeur de photographie

Dès ma première visite en Afghanistan, j'avais compris que, compte tenu de la taille du pays et de son caractère montagneux, les journalistes étrangers n'y viendraient jamais très nombreux. J'ai donc décidé d'apprendre la photographie aux habitants. Lors d'un voyage ultérieur, j'ai découvert un petit centre culturel dans un camp de réfugiés. J'ai acheté quelques appareils et pellicules et en quelques jours j'ai formé six ou sept personnes : « *Faites des photos, témoignez de ce que vous voyez, des destructions auxquelles vous assistez : il en restera toujours quelque chose.* »

En 1985, j'ai procédé de même en Afrique du Sud, dans le *township*. La presse était tenue à l'écart, mais j'avais obtenu un visa de chasseur d'éléphants qui me permettait de circuler dans le pays. En 1986, j'ai renouvelé l'expérience aux Philippines. Désormais, chaque fois que je partais en reportage, j'emportais un kit d'enseignement du journalisme, avec des coupures de presse, des exemples de photos, des livres, etc.

Premiers pas dans l'humanitaire

En 1990, j'ai été appelé à Genève par l'ONU. J'avais obtenu plusieurs prix internationaux pour mes reportages sur la guerre d'Afghanistan, mais ce n'est pas du tout en tant que photographe que l'ONU faisait appel à moi. Mes interlocuteurs souhaitaient lancer un grand programme d'aide à l'Afghanistan et cherchaient un directeur d'opération qui connaisse bien le nord du pays et soit capable de travailler dans une région entièrement contrôlée par les Moudjahidin : les salariés de l'ONU refusaient de s'y rendre.

J'ai accepté la mission, qui consistait à distribuer 70 000 tonnes de blé, à condition d'avoir carte blanche sur la façon dont j'organiserais cette distribution. Normalement, je devais donner le blé gratuitement. J'ai commencé par rencontrer les chefs des différentes sous-régions, et je leur ai demandé d'établir la liste des infrastructures à reconstruire : canaux d'irrigation, routes, cliniques, etc. J'ai alors repris ma casquette d'architecte et j'ai calculé qu'il fallait 10 000 personnes pour construire toutes ces infrastructures. J'ai recruté des volontaires que je payais en sacs de blés. Je leur donnais sept kilos de blé par jour, alors qu'un salaire journalier normal permettait de s'acheter environ un kilo de blé. Comme il n'y avait pas d'outils, j'ai fait appel à des forgerons qui ont démantelé les chars russes restés sur place pour fabriquer des pelles et des marteaux. Pendant que je m'occupais de cette mission, j'ai reçu par radio un appel de la *National Geographic Society*, qui me proposait à nouveau des reportages. J'ai refusé en expliquant que je n'étais plus photographe et que je travaillais maintenant dans l'humanitaire.

Neuf mois plus tard, je rends mon rapport à Genève. L'un de mes interlocuteurs, qui m'avait beaucoup soutenu dans le projet sur l'Afghanistan, ne cesse de me parler de ce pays, dont il semble vraiment amoureux. Je lui demande dans quelle région d'Afghanistan il a voyagé : « *Je n'y suis jamais allé. J'ai découvert l'Afghanistan à travers vos reportages.* »

Cela m'a fait réfléchir : si mes photos étaient capables de mobiliser des gens à ce point, il valait mieux que je continue à faire des reportages plutôt que de l'action humanitaire. L'ONU me proposait une nouvelle mission, en Irak cette fois, mais j'ai décidé de rappeler la *National Geographic Society* et de recommencer à faire des photos.

Les destructions invisibles

Au cours de ces années passées à photographier des situations de conflits, j'ai compris que les guerres produisent deux types de destruction très différents. En général, les photographes s'intéressent aux destructions physiques et matérielles, les seules visibles : une maison effondrée, un corps mutilé, etc. Mais, en vivant auprès des gens que je photographiais, je me suis rendu compte que la vraie destruction ne se voit pas : elle est intérieure. C'est la destruction de l'âme de l'individu, de son identité culturelle, de ses relations sociales. C'est ce type de destruction qui entretient le cycle de la violence. Un enfant dont la maison a été bombardée, l'école détruite et les parents et amis assassinés ne pense qu'à une chose : trouver un fusil pour se venger. La culture de la guerre engendre la guerre. Celui à qui on ne donne pas d'arme intellectuelle et culturelle retournera à son unique référence, le bruit assourdissant des fusils et des canons.

La plupart des ONG (organisations non gouvernementales) s'occupent de la reconstruction physique, car leurs bailleurs de fonds les évaluent sur des résultats concrets : « *L'an dernier, nous avons construit 800 écoles* », « *Nous avons fourni 3 500 prothèses à des personnes mutilées par des mines antipersonnel.* » Loin de moi de prétendre que cette action est inutile, mais elle ne suffit pas. Il faut des organisations humanitaires qui aident à la reconstruction de la culture, de l'âme, de l'identité personnelle et collective. Et cette reconstruction ne peut être assurée que par les habitants du pays eux-mêmes. Même le meilleur psychanalyste parisien ne pourra pas libérer les enfants afghans des traumatismes de la guerre. Seuls les poètes, les musiciens, les journalistes afghans peuvent y parvenir, à condition de leur fournir les outils et la formation nécessaires.

Les pays qui connaissent des conflits disposent en effet rarement des outils pour entreprendre cette reconstruction culturelle. Il y a trente ans, en Iran, les journalistes locaux et les journalistes étrangers travaillaient tous avec un crayon, un carnet et un petit appareil Nikkormat. Avec la révolution informatique, de nouveaux outils sont apparus, mais ils ne se sont pas démocratisés. Les journalistes occidentaux disposent de tout un outillage numérique extrêmement performant pour photographier, enregistrer, composer, transmettre, pendant que les journalistes locaux continuent à travailler avec un carnet et un crayon. Parfois même, ils n'ont plus les moyens de s'offrir ces outils rudimentaires. Un jour, alors que j'étais à la recherche d'un grand journaliste afghan qui avait fait parler de lui dans le temps, j'ai fini par le trouver en train de vendre des cigarettes à un coin de rue.

Aïna, un nouveau type d'ONG

C'est à partir de ces différents constats que j'ai imaginé un nouveau type d'organisation humanitaire. Les premières ONG, comme la Croix-Rouge internationale, s'occupaient essentiellement de soigner les blessés de guerre. Les ONG de deuxième génération ont élargi leur action et se sont occupées de reconstruire les maisons et les infrastructures détruites. L'ONG que j'ai créée, Aïna, se définit comme une association humanitaire de la troisième génération, dont les actions " pansent les âmes blessées ".

Le nom *Aïna* signifie miroir en persan : il désigne le miroir tendu dans lequel un peuple en quête de son identité, perdue au fil des guerres, peut redécouvrir sa culture détruite. Aïna a un triple objectif : aider à la reconstruction de l'identité culturelle, faire émerger une société civile pour favoriser la démocratie, développer la culture de la paix. Pour atteindre ces objectifs, elle apporte un soutien logistique et une formation aux acteurs locaux des médias et de la culture.

Il me fallait un laboratoire pour tester ce nouveau type d'ONG. J'ai choisi l'Afghanistan. Le premier bureau d'Aïna a été fondé à Paris en juillet 2001, deux mois avant les événements du 11 septembre. Le bureau de Kaboul a été ouvert en décembre 2001. En mai 2003, nous avons créé des centres régionaux dans sept villes d'Afghanistan, et en 2005, nous avons commencé à étendre l'expérience à d'autres pays.

Les activités d'Aïna

Aïna a lancé quatre grands types d'activité.

Les centres des médias et de la culture

À Kaboul et dans sept autres villes d'Afghanistan, nous avons créé des centres des médias et de la culture qui sont des lieux de formation et d'accès aux technologies des médias, des espaces de rencontre et d'échange et des pépinières de projets médias et culturels. Ils jouent un rôle essentiel dans la renaissance de l'activité culturelle locale et la formation des femmes et des hommes. Notre méthode de formation repose sur l'apprentissage. Nous avons employé 250 expatriés qui ont assuré, pour des durées allant de deux semaines à quatre ans, des formations couvrant toute la chaîne des métiers du journalisme, du projectionniste au *media manager*.

Huit publications soutenues par Aïna

Aïna a créé et soutient huit publications : un magazine destiné aux enfants, *Parvaz*, dont je parlerai plus en détail ; des publications pour les femmes, *Malalai* et *Seerat*, qui défendent les droits des femmes et valorisent leur participation à la vie politique et sociale du pays ; des revues d'information, *Kabul Weekly* et *Aïnanews* ; des revues de société, *Les Nouvelles de Kaboul*, *Sabawoon* et *Zanbel-e-Gham*, un magazine satirique plein d'humour qui était diffusé clandestinement sous le régime des Talibans et qui est imprimé librement depuis janvier 2002. L'association offre à ces publications un hébergement, l'accès à internet et à l'AFP (Agence France Presse) ; elle facilite leur logistique et leur diffusion ainsi que la recherche de revenus publicitaires, et surtout elle offre un encadrement et des conseils dispensés par des spécialistes.

La production radio

Dans un pays qui connaît un taux d'illettrisme très élevé, la radio est un média incontournable. Grâce à son unité de production radio, Aïna apporte son soutien à *La Voix des femmes afghanes*, première radio réalisée par des femmes dans ce pays, et produit des programmes de qualité distribués dans l'ensemble des radios en Afghanistan.

L'Institut de l'image

L'Institut de l'image a pour objectif de montrer "l'Afghanistan vu par les Afghans". Il propose une formation et des outils de production dans tous les médias de l'image : vidéo, photographie, cinéma, communication visuelle, e-design.

Pendant les 25 dernières années, 98 % des journalistes étrangers qui sont venus en Afghanistan étaient des hommes, et les personnes qu'ils interrogeaient étaient à 98 % des hommes également. L'image donnée de ce pays est donc celle d'hommes afghans vus par des hommes occidentaux : les femmes en sont totalement absentes. Pour le département vidéo, nous avons fait le choix de ne recruter que des femmes : qui pourrait mieux parler des femmes afghanes que ces femmes elles-mêmes ? Au bout de neuf mois de formation, elles ont réalisé leur premier documentaire, un 52 minutes en français intitulé *Regards d'Afghanes*, qui a été diffusé sur France 5, sur PBS aux États-Unis, à la télévision finlandaise, sur *National Geographic Channel*, etc. Ce film a également été nommé aux Emmy Awards en 2005.

Depuis, elles ont réalisé 32 films, allant de 3 minutes à 52 minutes. Il s'agit de documentaires, de reportages d'actualité destinés à la télévision afghane ou étrangère, de fictions éducatives projetées par le biais de notre cinéma itinérant, de production de films institutionnels et de spots d'information pour les ONG et les agences internationales présentes en Afghanistan.

Nous avons également créé la première et unique école de photojournalisme en Afghanistan, animée par des photojournalistes professionnels. Notre département photo organise des expositions et vend des reportages à la presse internationale.

Enfin, l'Institut de l'image a créé, en partenariat avec l'agence gouvernementale Afghan Films, le premier cinéma itinérant éducatif. Aujourd'hui, huit caravanes se rendent de village en village pour montrer des films éducatifs à ceux qui vivent dans les endroits les plus reculés et n'ont pas accès à la presse. Aïna a également participé, en partenariat avec Un cinéma pour Kaboul et Europa Cinéma, à la réhabilitation du plus grand et du plus ancien cinéma de Kaboul.

Parvaz, magazine pour enfants

Le nom de notre magazine pour enfants, *Parvaz*, signifie "Envol" et reprend ainsi celui que j'avais choisi pour mon premier journal, au lycée. Quarante ans après, je me suis obstiné ! Ce magazine offre aux enfants une ouverture vers le monde. On y parle de géographie, d'histoire, de galaxies, de culture, de recherche, du corps humain, de la technologie moderne, d'alimentation, de poésie, de musique, de sport : de tout ce dont un enfant d'aujourd'hui a besoin.

J'ai voulu que ce journal soit d'une très grande qualité sur le fond et sur la forme, en me fixant l'objectif de faire mieux que les publications de la *National Geographic Society*. Cette exigence de qualité m'a été inculquée par un instituteur, un jour où il demandait à ses élèves ce qu'ils voulaient faire plus tard. L'un d'entre nous lui a répondu : « *Le même métier que vous* ». Le maître l'a frappé puis lui a rétorqué : « *Quand j'avais ton âge, je voulais devenir roi, et je suis devenu instituteur. Si dès maintenant tu te contentes de vouloir être instituteur, je ne sais pas ce que tu vas devenir !* »

L'an dernier, je présentais *Parvaz* à un parterre international de rédacteurs en chef de magazines d'enfants. Tous étaient en admiration devant cette réalisation. Je leur ai expliqué que souvent, lorsque les éditeurs conçoivent un magazine d'enfants, ils cherchent avant tout à le vendre aux parents, alors qu'Aïna se préoccupe d'abord de ce dont les enfants ont besoin pour leur éducation et pour leur avenir. Par ailleurs, certains éditeurs achètent des sujets clefs en main et les font traduire et adapter un peu partout dans le monde, alors que nos magazines sont vraiment adaptés à la culture du pays : les rubriques, les histoires, mais aussi les graphismes sont conçus localement. Nous voulons vraiment nous enraciner dans la culture locale, car c'est fondamental pour l'éducation des enfants.

La qualité du papier est également de tout premier ordre : les magazines doivent être solides, car chaque exemplaire est lu par des dizaines de personnes, enfants, parents, enseignants. Un jour, j'ai laissé un exemplaire de *Parvaz* dans un petit village. Deux semaines plus tard, j'y suis retourné : 150 personnes l'avaient lu. Une trentaine d'enfants étaient capables de me réciter par cœur des histoires entières.

Enfin, toute publicité est exclue de *Parvaz*. J'ai refusé un don de 100 000 dollars d'un grand groupe international qui voulait en devenir le parrain. J'ai préféré chercher d'autres ressources, car ce magazine doit rester strictement éducatif.

Depuis 2002, nous avons publié une douzaine de numéros de *Parvaz*. Il est tiré à 40 000 exemplaires, dont certains sont distribués gratuitement, par exemple dans les orphelinats.

Dans les débuts, j'avais trouvé un mode de distribution original. La guerre a produit énormément d'enfants des rues, qui mendient, nettoient les voitures ou ramassent les ordures. J'ai contacté une association qui s'occupe de ces enfants, Aschiana, et je lui ai proposé de leur

confier la vente du magazine. Au préalable, j'avais demandé à des experts de l'UNICEF (*United Nations International Children's Emergency Fund*) de vérifier si ce projet était conforme aux droits des enfants. Ils m'ont répondu que, dans la mesure où les enfants n'étaient pas exploités, cela ne posait pas de problème. Nous avons donc adopté ce mode de distribution. En une heure de vente du magazine, ces enfants gagnaient autant qu'en dix heures de mendicité, et ils disposaient donc de 7 heures de temps libre, pendant lesquelles ils pouvaient apprendre à lire et à écrire dans les locaux d'Aschiana. Aujourd'hui, nous avons un réseau de distribution plus classique.

Le financement des projets

Certains bailleurs de fonds refusent de m'aider parce que cette ONG n'entre pas dans les catégories habituelles de réparation des destructions matérielles. Dans un pays où il n'y a pas d'électricité, pas de téléphone, pas d'eau, prétendre créer un magazine pour enfants paraît toujours un peu étrange.

D'autres refusent parce que les magazines d'Aïna se montrent critiques vis-à-vis de leurs gouvernements. Dans un pays où il n'avait jamais été publié une seule ligne de critique contre le gouvernement ni le roi, nous avons réussi à créer une presse indépendante, qui ose peu à peu s'exprimer contre le gouvernement afghan, mais parfois aussi contre certains gouvernements étrangers. À ces bailleurs de fonds, je réponds que leurs gouvernements ont prétendu instaurer la démocratie en Afghanistan avec des avions et des bombes, que je compte le faire avec du papier, et que l'ensemble du programme d'Aïna coûte moins cher qu'une seule bombe. La réalité est que cette liberté d'expression dérange. Dans 99 % des cas, l'aide publique internationale a un agenda caché. Personne, même une organisation humanitaire, n'aide un pays pour le seul bien de l'humanité, mais toujours avec des arrière-pensées.

Quand j'ai constaté que j'aurais du mal à réunir les fonds nécessaires, j'ai décidé de vendre mes photos et mes livres au bénéfice d'Aïna. J'ai organisé trois ventes aux enchères, dont deux au Sénat, et je continue à publier des livres, des posters et des cartes postales pour financer ces projets. Mon objectif est qu'au bout de six ans, l'association puisse devenir indépendante financièrement. Nous sommes à trois mois de la date fixée, et nous avons bon espoir d'atteindre l'objectif, en particulier grâce à notre agence de communication graphique, Darya. Cette agence, qui emploie exclusivement des salariés afghans, réalise des campagnes de communication pour l'ONU ou pour des ONG humanitaires, et assure un revenu à nos médias en jouant le rôle de régie publicitaire.

Tous nos magazines, à l'exception de *Parvaz*, complètent en effet les revenus de la vente des numéros par des ressources publicitaires. Pour lancer le mouvement, nous avons choisi deux ou trois commerçants, pour qui nous avons réalisé gratuitement des campagnes de publicité tonitruantes. Quand les autres commerçants ont vu quelle notoriété cela donnait à leurs concurrents, ils sont venus nous acheter des encarts. *La Voix des femmes afghanes* est également devenue indépendante grâce à la publicité. Elle réalise notamment des jingles pour la Croix-Rouge internationale ou pour les Nations Unies.

Aujourd'hui, 80 % du revenu d'Aïna est généré par les Afghans eux-mêmes. Nous sommes passés de l'assistanat à un besoin de subvention de 20 % seulement. Nous espérons réduire ce besoin de subvention à zéro, puis parvenir à dégager des bénéfices pour le développement de ce qui est devenu une véritable entreprise.

De la pousse à l'arbre

Au total, nous avons formé en six ans environ un millier de personnes, dont 300 femmes, et ce dans les métiers les plus variés du journalisme et de la culture : cinéastes, preneurs de son, projectionnistes, photographes, graphistes, web-designers, etc. Dans un pays comme l'Afghanistan, cela représente une véritable petite armée. Ce faisant, nous avons participé à l'émergence d'une société civile et à un processus de démocratisation au sortir de vingt années de conflit.

Nous voulons maintenant étendre nos activités à l'international. Nous avons déjà lancé un magazine d'enfants au Sri Lanka en 2005 et nous allons faire de même au Burkina Faso, au Cambodge et au Laos. Nous avons également travaillé en Ouganda, avec des enfants de réfugiés, à qui nous avons proposé de photographier la vie dans leur camp. Leurs photos ont été exposées à Londres, à Washington, et vont bientôt l'être à New York. Je donne des conférences à Stanford University et dans d'autres universités américaines, et des chercheurs américains sont en train d'étudier l'histoire d'Aïna car ils pensent que nous avons inventé un vrai concept d'avenir.

Un jour, en 1990, alors que je travaillais pour les Nations Unies dans la province afghane de Badakhshan, j'ai entendu des rires d'enfants. Je me suis retourné et j'ai vu un garçon qui sortait de l'école en tenant une petite plante dans ses mains. Il avait arrosé la graine, avait appris à en prendre soin, et une petite pousse en était sortie. On devinait dans ses yeux une immense fierté. Pendant que je le prenais en photo, je lui ai demandé ce qu'il allait faire de cette plante : « *Je vais en faire un arbre.* » Aïna est semblable à cette petite pousse. Elle plonge ses racines dans la riche culture de l'Afghanistan, et j'espère qu'elle deviendra un grand arbre de culture et de paix, en Afghanistan mais aussi dans tous les autres pays où la liberté d'expression reste fragile.

DÉBAT

L'attitude du pouvoir

Un intervenant : *Comment le pouvoir actuel accepte-t-il que vous publiiez des journaux indépendants ?*

Reza : Les Afghans m'ont connu à l'époque la plus sombre de leur histoire, celle de l'occupation russe. À certaines périodes, j'étais le seul journaliste qui continuait à les défendre, à parler d'eux, à organiser des expositions, à la fois en Europe ou aux États-Unis. Ceux qui détiennent le pouvoir actuellement savent que je me suis toujours battu pour ce pays et que, contrairement à beaucoup d'autres, je n'ai pas d'agenda caché. Grâce à Aïna, il y a maintenant douze télévisions privées en Afghanistan. Un grand nombre de leurs salariés ont été formés chez nous. Tout cela est manifestement utile pour le pays. Le rédacteur qui a écrit le dernier discours du président Hamid Karzaï est l'ancien rédacteur en chef de notre magazine *Parvaz*. Par ailleurs, Aïna bénéficie du label de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), de l'UNICEF et de la *National Geographic Society*, ce qui constitue également une protection.

Int : *Que deviendrez-vous si les Talibans reviennent au pouvoir ?*

Reza : Nous avons formé un millier d'Afghans qui sont maintenant des défenseurs de la liberté d'expression et qui disposent d'outils pour s'exprimer. À travers nos publications, nos émissions de radio ou nos documentaires, nous avons aussi touché des centaines de milliers d'enfants et d'adultes, y compris certains Talibans, qui lisent nos journaux en cachette. Je pense que même s'ils reviennent au pouvoir, le petit arbre continuera à grandir.

La sélection des candidats

Int. : *Sur quel critère avez-vous sélectionné les candidats pour vos formations ?*

Reza : En 2001, peu de jeunes avaient bénéficié d'une éducation. Les filles, en particulier, n'avaient pas été admises à l'école pendant les six ans de pouvoir des Talibans. Encore aujourd'hui, les jeunes Afghans sont comme des éponges sèches : ils ont une incroyable soif d'apprendre. Quand vous enseignez en France, vous devez vous fâcher pour que les élèves vous écoutent. Là-bas, ils boivent vos paroles. Nous avons annoncé le lancement de la première formation à la photo et à la vidéo en collant des petites affiches dans la ville. Nous avons vu défiler 700 candidats, alors que nous n'avions préparé qu'une cinquantaine de

formulaire ; nous avons dû en imprimer d'autres en urgence. Les candidats devaient nous les retourner remplis une semaine après, et nous en avons reçu 1 200 au lieu de 700 : certains avaient photocopié leur formulaire pour des cousins ou des amis.

Sur un tel nombre de candidats, la sélection était difficile. Nous tenions compte des études qu'ils avaient faites et nous nous informions sur leurs familles, en cherchant à savoir s'ils avaient des parents impliqués dans les métiers de la culture ou des médias. Nous nous sommes appuyés également sur un petit texte que nous leur avons demandé de rédiger sur le thème de la liberté. Nous avons mis trois semaines à analyser toutes les réponses.

Nous avons affiché les noms de 55 d'entre eux pour leur demander de se présenter à un entretien. Le jour de l'entretien, 1 300 personnes sont venues... En définitive, nous avons retenu sept candidats, qui ont pu suivre une formation de haut niveau. Certains d'entre eux sont toujours avec nous et sont devenus formateurs à leur tour. Au début, nous employions 35 expatriés. Aujourd'hui, ils ne sont plus que quatre : tous les autres formateurs sont des Afghans.

Humanitaire ou humaniste ?

Int. : *Le terme humanitaire, que vous utilisez très souvent pour décrire votre action, ne me paraît pas adéquat. Vous êtes plutôt un moteur de création et de renforcement de la société civile par le travail, le respect, l'indépendance. Votre action ne relève pas du tout du charity-business.*

Reza : En regardant mes photos, beaucoup de gens disent que je suis un photographe "humaniste". Humaniste, humanitaire : cela renvoie toujours au fait de vouloir aider les autres.

Int. : *C'est triste de constater qu'aujourd'hui, le terme humanitaire est presque devenu péjoratif. Mais cela signifie peut-être qu'on est en train de passer à une autre façon d'aider autrui, qui n'a plus grand-chose à voir avec l'image de gens puissants, riches et généreux, donnant de leur argent, de leur énergie et de leurs idées pour aider les malheureux. Aujourd'hui, on voit se multiplier les projets d'autopromotion, comme la microfinance : on s'est rendu compte que les gens savaient très bien de quoi ils avaient besoin et qu'ils étaient parfaitement capables de s'organiser pour résoudre leurs problèmes, à condition qu'on leur donne un coup de pouce au départ.*

Reza : Tout le monde connaît la phrase selon laquelle il vaut mieux apprendre à pêcher que donner du poisson, mais la mettre en œuvre est beaucoup plus difficile. Changer nos habitudes est comme faire virer un grand pétrolier : il se passe beaucoup de temps entre le moment où l'on tourne la barre et le moment où l'on a vraiment changé de direction.

Le commandant Massoud

Int. : *Pouvez-vous nous parler du commandant Massoud, que vous semblez avoir bien connu ?*

Reza : Il y a eu trois périodes dans la vie de Massoud : la période de résistance contre les Russes ; la prise du pouvoir à Kaboul, à la suite de laquelle il a été nommé ministre de la Défense ; la résistance contre les Talibans et contre Al-Qaïda. Pendant la première période, il a excellé. Ses méthodes de guérilla sont maintenant enseignées à l'Académie militaire de Moscou. Sa très grande erreur, au moment du retour à la vie civile, a été de ne pas vouloir faire de politique, de laisser cette tâche aux "barbes blanches" et de se contenter d'être ministre de la Défense. Les conflits de pouvoir entre les nouveaux dirigeants du pays ont dégénéré en guerre civile. Massoud, qui avait rêvé d'un Afghanistan libre, indépendant et démocratique, a dû se résigner à se battre contre ses compatriotes. Quand les Talibans sont arrivés au pouvoir, il a préféré se retirer dans la montagne, leur abandonner la capitale et préparer un plan de défense contre eux.

Je garde un souvenir extraordinaire du jour où Massoud a pris Kaboul, après l'échec des Russes, et où il est entré dans la ville sur un char. J'étais le seul journaliste présent et je me tenais à ses côtés. Pendant des années, je l'avais vu former des jeunes pour en faire des

combattants. Le soir de son arrivée à Kaboul, il a réuni tous ses grands commandants, et leur a tenu ce discours : « *Mes amis, nous avons fait un bon travail, bravo à tous. Ce travail est fini et bien fini. Mais vous savez parfaitement que notre vrai travail ne fait que commencer. Il consiste à créer un pays démocratique. Nous allons instaurer un gouvernement intérimaire, qui désignera une grande assemblée afin d'établir une constitution. Ensuite, auront lieu des élections, et les Afghans choisiront leur président. Notre rôle est de rester présents jusqu'à ces élections ; après quoi, nous nous retirerons. Jusqu'à présent, nous avons utilisé notre kalachnikov, et désormais nous utiliserons ceci* », a-t-il conclu en sortant de sa poche son stylo plume. Voilà qui était le commandant Massoud.

Présentation de l'orateur :

Reza : photo-journaliste de renommée internationale, parcourt depuis trente ans, les endroits les plus reculés, du Bosphore à la grande muraille de Chine, du Cap à la Camargue ; il a couvert de nombreux conflits, révolutions et catastrophes humaines ; ses images engagées sont largement diffusées dans la presse internationale (*Time Magazine, Stern, Newsweek, Paris-Match, Géo...*) ; après ses *Mémoires d'exil* exposées au Carrousel du Louvre, il a réalisé une exposition, *Destins croisés*, sur les grilles du jardin du Luxembourg à Paris en 2003 ; depuis 2006, il expose dans le monde *Une terre, Une famille* ; en 2001, il a créé l'association AinaWorld, qui s'engage en faveur de l'éducation, de la communication et de l'information en Afghanistan et partage son temps entre l'association et ses reportages pour *National Geographic Magazine* ; primé par le World press Photo, Chevalier de l'Ordre national du Mérite, auteur de onze livres, il témoigne des soubresauts du monde

Diffusion avril 2008